

CIBLE

Retour

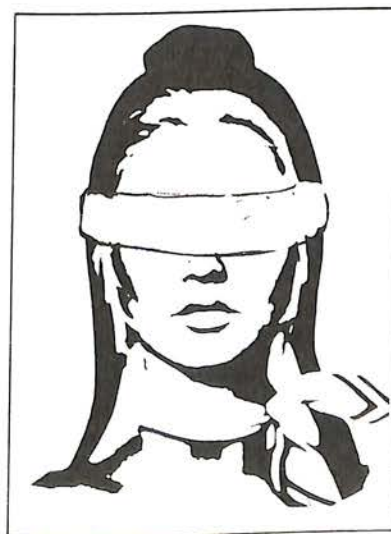
Il est presque trop tard pour bien faire. En esquissant un léger mouvement en direction du gouvernement d'Edith Cresson et du Parti socialiste, la direction communiste heurte la sensibilité de nombre de ses militants vivement encouragés au sectarisme par la politique que la dite direction mène depuis 1984.

Mais comme le splendide isolement du parti communiste a été un échec, le rapprochement avec les socialistes honnis représente pour lui la dernière chance de survie.

En s'accordant plus ou moins avec la majorité présidentielle, le Parti communiste permettrait d'écarter le risque d'élections législatives anticipées et donnerait au gouvernement la possibilité de faire adopter des lois plus hardies. Ce faisant, il rendrait un double service au pays et retrouverait pour lui même une chance de participer utilement au débat politique.

URGENCE

SAUVER LA CLASSE POLITIQUE ?



Foot

Et si on avait gagné ?

(p. 2)

Démocratie

Entretien avec Olivier Mongin

(p. 6/7)

M 2242 - 561 - 14,00 F



Et si on avait gagné... !

Ce but, à l'instant ultime, ce but auquel nous avions droit puisque nous sommes les meilleurs et que nous avons dominé tout le match, comme chaque Français a pu le constater en toute bonne foi, imaginons qu'il ait été marqué par Papin, Waddle ou Pelé. Voici Marseille en fête et la France en liesse mais surtout le début du grand chambardement politique. Car le grand vainqueur, c'est évidemment Bernard Tapie. Retour de Bari, le play-boy-manager-financier ne tarde pas à prendre sa décision : il sera candidat aux régionales, tête de liste de la majorité présidentielle, avec une seule affiche bleu et blanc sur laquelle est inscrit un slogan en lettre de feu : Droit au but ! De nouvelles et éclatantes victoires de l'OM transforment le défi politique en triomphe à la romaine : Marseille est conquise, les Bouches-du-Rhône cèdent au charmeur, la Provence lui donne son cœur. Jean-Claude Gaudin et Jean-Marie Le Pen en restent cois, et Robert Vigouroux, au Vieux-Port, tremble pour sa mairie.

Gloire régionale ? Pensez donc. Déjà, pour la coupe d'Europe la France tout entière avait vibré pour l'équipe magnifique, députés et ministres n'étant pas les derniers à faire le voyage vers la vieille cité

Et si l'OM avait remporté la coupe d'Europe ? Non seulement la France toute entière aurait exulté, mais son paysage politique en eut été bouleversé...



phocéenne les soirs de match. Dans un salon de l'Elysée, en regardant Mozer marquer le but qui donne une nouvelle victoire à l'OM en coupe d'Europe, le président de la République a compris : il lui faut, en cette douce soirée de mai 1992, se séparer d'Edith Cresson et nommer à sa place Bernard Tapie - « l'homme le plus aimé de France » comme l'a écrit F.-O. Giesbert dans *Le Figaro* du matin. « Pour préparer l'Europe de 1993, songea le chef de l'Etat, quoi de mieux que le grand vainqueur des coupes d'Europe ? Certes, Edith n'a pas démerité, bien au contraire, mais l'équipe de football de Chatellerault ne peut rivaliser avec l'extraordinaire Olympique. Et puis, comme

l'avait dit en substance Pierre Mauroy, si on gagne au foot, pourquoi ne gagnerait-on pas en politique ? » Une fois de plus, le président de la République avait raison : chef de la majorité présidentielle, Bernard Tapie remporta haut la main les élections législatives de 1993 et fut naturellement confirmé dans ses fonctions de premier ministre.

Que croyez-vous qu'il arriva ? Le prestige de l'homme aux semelles marquées Adidas ne cessa de croître pendant les deux dernières années du septennat, tant et si bien que les présidentiables socialistes s'effacèrent : dans la droite ligne de la morale scout, Michel Rocard donna l'exemple de l'humilité en se mettant dès

1994 à la disposition du « cher Bernard » qui avait adhéré au P.S. et récupéré l'ensemble du courant Mitterrand et les deux tiers des rocardiens. Est-il besoin de dire que l'élection de Bernard Tapie à la présidence de la République fut un triomphe, digne de la victoire inaugurale de l'OM sur l'Etoile rouge de Belgrade ? « Enfin », pensa le nouvel élu en revenant d'une visite symbolique au Parc des princes où il était allé taper symboliquement dans un ballon, « enfin, je vais pouvoir regarder tranquillement Roland Garros à la télé... »

Un SUPPORTER

N.B. Le rédacteur de l'article, qui tient à garder l'anonymat, et l'ensemble de la rédaction insistent sur le fait qu'il s'agit d'une fiction destinée à souligner de manière humoristique les relations entre le sport et la politique. Cette innocente plaisanterie n'a évidemment pas pour objectif de porter atteinte à l'honneur (sans tache) et à la réputation (au-dessus de tout soupçon) de l'Olympique de Marseille. Elle ne saurait non plus être considérée comme une critique implicite de Bernard Tapie, génial organisateur des victoires de son équipe, entrepreneur hors du commun, homme politique talentueux et de surcroît joli garçon. Enfin, il serait diffamatoire de considérer cet article comme une prise de distance ironique à l'égard du sport en tant que tel, du football en particulier et des sympathiques supporters qui portent haut et loin les couleurs de leur club en même temps que celles de la France. Ce nota bene doit être lu au premier degré.

Ville, langage et droit

Adopté à l'Assemblée, le projet de loi sur la ville marque la volonté du gouvernement de reconstituer le tissu social. Peut-il y suffire ?

Nous souhaitons, comme tant d'autres, un ministère de la ville ? Nous l'avons. Encore faut-il qu'il agisse en pleine cohérence avec le ministère de l'intégration et le secrétariat d'Etat du même nom qui ont été récemment créés. Ce qui est plus facile à dire qu'à faire.

Nous souhaitons, comme tant d'autres, une politique de la ville ? Elle a été énoncée dans le projet de loi que Michel Delebarre a fait adopter à l'Assemblée le 1er juin grâce à l'abstention des communistes. Le droit à la ville est proclamé, des mesures sont prévues pour équilibrer et diversifier l'offre de logements, pour éviter l'éviction des locataires à revenu modeste lors des opérations de rénovation de l'habitat ancien, l'Etat pourra contraindre les communes récalcitrantes à construire des logements sociaux, les zones d'aménagement différé ont été rétablies et des établissements publics fonciers permettront aux communes de lutter contre la spéculation.

On peut mieux faire ? Certainement. Mais qui, « on » ? Le gouvernement le mieux inspiré et la meilleure loi du monde ne suffiront pas à éviter la ségrégation. Pourquoi ? Parce qu'elle est dans les têtes. Sur le terrain, les élus et les associations ont un rôle majeur à jouer. Mais les journalistes aussi, qui ont leur part de responsabilité dans les représentations sociales qui durcissent les conflits.

Il n'est pas tolérable que le jeune homme qui est mort au commissariat de Mantes-le-Jolie soit qualifié de « Français d'origine marocaine » ou de « beur » alors que la loi française ne reconnaît pas l'origine ethnique : on est résident étranger ou Français,



Jean-Louis Bianco, le nouveau ministre de l'intégration.

et si l'on est Français, peu importe qu'on le soit « de souche » ou « de fraîche date », qu'on soit d'origine bretonne-catholique ou berbéro-musulmane. Que des jeunes gens se proclament « beurs » pour marquer une appartenance culturelle, une solidarité de génération ou un défi est une chose ; que les médias et des sociologues sérieux parlent sans aucune prudence de ghettos et d'ethnies est une toute autre chose.

Les premiers expriment leurs sentiments particuliers, les seconds prennent part à la construction de la réalité, à la fabrication de nos représentations sociales et de nos concepts, et exercent de ce fait une importante responsabilité. En ce domaine plus qu'ailleurs, il serait dramatique que ce soit le journaliste ou le sociologue le plus connu qui impose le concept le plus émoustillant pour les médias. Là encore, il est urgent qu'un débat soit engagé.

Pierre CHEVRIER

Comment perdre les élections

Vous êtes un grand parti au pouvoir, et vous voulez perdre les élections : voici quelques conseils.

Il est très simple de perdre les élections : il suffit d'en avoir la ferme intention, et d'appliquer avec constance les principes suivants :

1°) Si le chef de l'Etat nomme un nouveau premier ministre, profitez de l'occasion pour relancer les querelles internes entre les courants (jamais assez représentés) et entre les personnes (il y a toujours des oubliés). Si vous êtes de l'équipe sortante, répandez dans la presse des bons mots sur les camarades qui arrivent aux affaires et glissez sur un ton badin quelques calomnies.

2°) Si le nouveau premier ministre réussit dans sa tâche, faites comme si les résultats obtenus n'avaient aucune importance. Persuadez-vous (c'est facile) que la seule chose importante en politique est le gain de 0,3% sur le courant voisin. Dès que ce résultat est obtenu, arrangez-vous pour que cela fasse un « scoop » qui fera passer au second plan la politique gouvernementale.

3°) Organisez un congrès, si possible deux ou trois mois avant les élections. Ce congrès doit être le résultat du premier point (exacerbation des rivalités) et du deuxième (effacement de l'action gouvernementale). Un

congrès réussi doit être un choc frontal entre tous les courants et un déferlement de haine entre les chefs. Si le premier ministre peut être hué par une partie de la salle, la réussite devient triomphale. Naturellement, annoncez un grand débat d'idées et un bond en avant : plus les militants seront déçus, plus vous serez sûrs d'atteindre l'objectif souhaité.

4°) Tout au long de l'année qui précède le scrutin, répétez que la culture d'opposition est aussi enrichissante que la culture de gouvernement, donnez vos estimations en nombre de sièges (toujours moins que la majorité relative) pour bien montrer que la victoire est hors de portée. Rejetez toute expression idéologique, moquez-vous des projets, oubliez ce que votre bilan peut avoir de favorable au nom de l'humilité.

5°) Mélangez les enjeux : pendant la campagne des régionales, occupez-vous des législatives, pendant les législatives, concentrez-vous sur la présidentielle. Pendant toutes les campagnes, faites d'abord campagne à l'intérieur de votre parti, contre vos camarades. A force de persévérance, vous finirez bien par tout perdre.

Yves LANDEVENNEC

Après le succès du « pins » Louis XVI,

voici le « pins »

Marie Antoinette.

Prix franco 30 F



Double de la taille réelle

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Et si on avait gagné ! - p. 3 : Ville, langage et droit - comment perdre les élections ? - p. 4 : Les ânes n'ont pas soif - p. 5 : Retour à Berlin - p. 6/7 : Entretien avec Olivier Mongin - p. 8 : La bonne conscience déraile - Un nouveau commencement - p. 9 : Le racisme en question - p. 10 : Le tsar libérateur - Histoire de persécutés - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Pour sauver la politique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Les ânes n'ont pas soif

Dans un discours prononcé à Grenoble, le chef de l'Etat a appelé à un « dialogue fracassant » dans le pays. Est-il possible, et comment ?



En finir avec un consensus politique factice, faire en sorte que « la vie civique s'aiguise » et qu'« un peu partout, on reprenne goût à la chose publique ». Tout en exprimant fortement son souci de cohésion sociale lors du congrès national de la Mutualité française, le président de la République a appelé à une relance du débat politique. C'est là une excellente suggestion : une société dans laquelle les enjeux collectifs ne sont plus clairement exprimés, et qui masque ses tensions nécessaires par des discours lénifiants et des explications techniques, est une société lourde des pires violences. Nous en avons fait trop longtemps l'expérience : une claire expression des conflits et une nette représentation des oppositions vaut mieux, quant à l'équilibre social, politique et mental du pays, que les politesses gnan-gnan entre Rocard et Méhaignerie. La guimauve peut rendre fou.

Le fait que l'appel du chef de l'Etat soit resté sans écho notable en dit long sur la difficulté de l'entreprise. Pour ranimer le dialogue politique et le mener tambour battant, il

faudrait que les principaux acteurs veuillent l'engager, et qu'ils se comportent de telle manière que les simples citoyens aient envie d'y participer. Un rapide tour d'horizon montre que nous sommes très loin du compte.

Le gouvernement ? La solidarité ministérielle oblige à la prudence, et la peur des groupes de pression incite au silence. Nul n'oserait aujourd'hui heurter la FNSEA ou les transporteurs routiers ; nul n'oserait mettre en cause les dogmes financiers du Quai de Bercy en rappelant qu'ils sont incompatibles avec l'idée même du socialisme.

Les directions politiques ? Il faudrait qu'elles cessent de marginaliser les fortes têtes, qui ont souvent la sympathie de l'opinion. Hélas, Michel Noir, Michèle Barzach, Alain Carignon et la cohorte des exclus du parti communiste donnent trop d'exemples contraires. Il faudrait aussi, du côté de la rue de Solferino, qu'on cesse de tenir les intellectuels pour quantité négligeable.

Les militants des grands partis ? Posons-leur la question que Nietzsche adressait aux chrétiens : « avez-vous des têtes de sauvés ? », en d'autres

termes, donnez-vous le sentiment que vous êtes porteurs d'une grande idée ? Non, ces militants passent leur temps à se plaindre des médias et à dénigrer leurs camarades qui sont d'un autre courant. Ce qui ne donne pas la moindre envie d'adhérer.

Les petites formations ? A gauche comme à droite, leur pauvreté les contraint à un rôle modeste ou inexistant sur le terrain électoral, ce qui provoque une présence faible ou inexistante dans les médias, ce qui nuit à leur crédibilité. Il y a là un cercle vicieux, qui est rarement brisé. Quant aux petites formations qui sont portées par un mouvement d'opinion et qui parviennent à s'installer dans le paysage politique, on songe moins à engager le dialogue avec elles qu'à les récupérer (le Front national pour la droite, les Verts pour la gauche). Quant aux médias, ils confortent les situations acquises et excellent dans le spectaculaire qui ne dérange personne : la dernière émission vraiment passionnée et souvent passionnante fut celle de Michel Polac...

La renaissance du dialogue civique exigerait un immense effort :

- des dirigeants politiques, qui devraient avoir le courage de se remettre en question et d'écouter ceux dont le métier est de réfléchir.

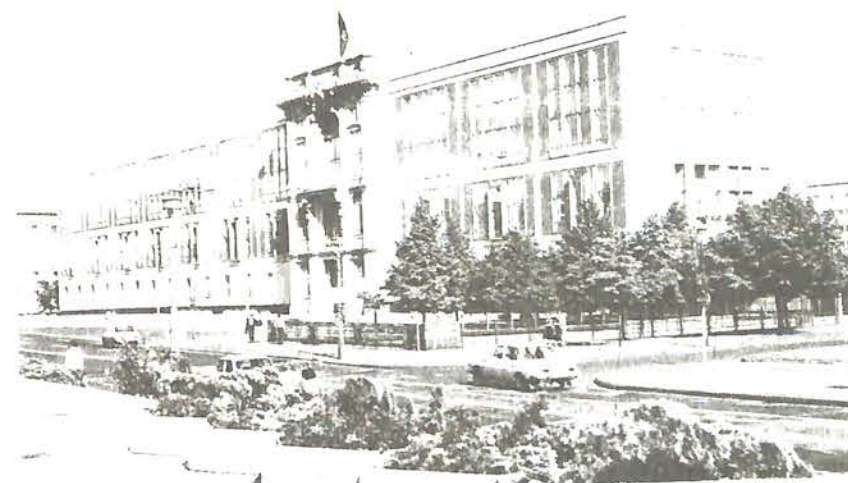
- des partis, qui devraient cesser de confondre débats publics et prestations d'apparatchiks et qui, surtout, devraient organiser des réflexions et des confrontations hors du champ médiatique.

- des militants des grandes formations qui sont, après tout, libres d'inventer une autre manière de faire de la politique. Mieux vaudrait agir sans tarder. Si la classe politique se montre incapable de relancer le dialogue civique, c'est hors d'elle et contre elle qu'il se fera.

Annette DELRANCK

Retour à Berlin

Les Allemands sont divisés sur le choix de leur capitale. Et tout l'avenir de l'Europe est concerné...



■ Berlin. Le bâtiment du Conseil d'Etat.

cinq länders de l'Est (tout aussi fédéraux que ceux de l'Ouest) que de son destin dans la Grande Europe continentale.

Les uns et les autres se renvoient leur propre reflet. Des provinciaux trop près de leurs marks et désirant rester entre soi face à des esprits forts, sûr d'eux-mêmes et dominateurs. Ces derniers ont tort de nous présenter Berlin comme allant de soi, mais nous ne devons pas suivre les premiers et croire que Berlin soit la preuve définitive du retour de Faust outre Rhin. Le débat est allemand mais l'enjeu est européen et nous concerne tous. Si Hambourg, Munich et les rhénans sont pour Bonn, c'est le signe que le fédéralisme allemand tient bon et qu'il a les moyens de se défendre. Si Weizsäcker, le président si conscient des responsabilités historiques de l'Allemagne, est pour Berlin, ce n'est pas seulement parce qu'il est l'ancien maire de la ville, comme Willy Brandt, ni qu'il ne souhaite pas y rester seul, encore plus

Pour la cinquième fois en moins de 200 ans, la question de la capitale de l'Allemagne se retrouve posée : au Congrès de Vienne de 1815 (Francfort), par l'Assemblée de Francfort en 1849, à Versailles en 1871 (Berlin), par le Parlement en 1949 (où Bonne l'emporta de justesse sur Francfort), enfin le 20 juin 1991 qui déterminera le siège du gouvernement et du Parlement, la capitale étant d'ores et déjà fixée par traité à Berlin.

Le résultat est à cette heure encore incertain. A en croire les sondages, le Bundestag et la population sont à peu près partagés par moitié, symbolisant l'image que l'on se fait des deux Allemagnes, celle du Bund et celle du Reich, la latine et la teutonique, celle de Goethe et celle des pangermanistes, celle du vin et celle de l'alcool de grain.

D'un côté, les pro-bonnois redoutent le coût du transfert et craignent pour le fédéralisme. Un Etat fédéral est souvent doté d'une capitale administrative distincte du principal centre économique et démographique (Washington, Ottawa, Canberra, Berne). Ils font valoir que les partenaires de la CEE interpréteraient ce changement comme un éloignement, une option en faveur de la Mitteleuropa contre la Lotharingie. Berlin, au centre de la Gross-Deutschland d'hier qui allait jusqu'à Königsberg, est excentré dans la nouvelle Allemagne, le nez écrasé sur la frontière polonaise.

De l'autre côté, les pro-berlinois retournent l'argument de la culpabilité allemande du IIIème Reich dit berlinois en une culpabilité à l'égard de la nation allemande. Qui se risquerait à voter contre Berlin devra assumer une responsabilité historique à l'égard de l'Allemagne, tant de son présent, c'est-à-dire l'intégration des

question aujourd'hui est de savoir de quoi le Berlin des dernières années de ce siècle sera le creuset, de quels modèles unitaires pour toute l'Europe, d'est et d'ouest, à Paris comme à Moscou.

Le choix d'une capitale pour l'Europe n'est déjà plus entre Strasbourg et Bruxelles, ni entre Berlin et Prague, à la place de Vienne hier. L'enjeu de Berlin n'est pas le saucissonnage de l'Europe : une tranche communautaire, une tranche mitteleuropéenne, mais l'unité de mouvement européen. L'Europe est un vecteur qui meurt quand on décompose sa trajectoire. L'enjeu de la petite Europe de l'Alliance atlantique, était Berlin : *Ich bin ein Berliner*, clamait Kennedy. C'est désormais achevé. L'enjeu de la Grande Europe sera Moscou. Nous serons peut-être amenés plus tôt qu'on ne le pense à proclamer : nous sommes tous des moscovites ! C'est bien le sentiment commun à Weizsäcker, Brandt et Genscher, tous partis confondus. Berlin, «île flottante» de l'Occident (*Royaliste* n°472) en est devenue «l'autre cap» selon l'expression de Jacques Derrida (1).

Quelles que soient les nostalgies rhénanes ou austro-hongroises, la question n'est pas sentimentale, surtout pas, contrairement aux arguments apparents, pour les Allemands. Le jeune homme de vingt ans qui allait à Berlin en 1899 pour y découvrir les fondements du XXème siècle (du titre du fameux ouvrage paru cette année-là de Houston Chamberlain) s'appelait Jacques Bainville. Le jeune homme de vingt ans en 1999 devra retourner à Berlin pour percevoir les frémissements de l'Europe de sa classe d'âge.

Yves LA MARCK

(1) 20 mai 1990, Conférence sur l'identité européenne, publiée en 1991 aux éd. de Minuit.

Des livres pour l'été ...

Notre service librairie vous propose une sélection de livres récents qui vous permettront de ne pas bronzer idiot ...

♦ Pierre Alphanéry et Pierre Bitoun - « **L'équivoque écologique** » - Prix franco 100 F.

♦ Gabriel Matzneff - « **Elic et Phaéton** » - Prix franco 125 F.

♦ René Girard - « **Shakespeare, les feux de l'envie** » - Prix franco 160 F.

♦ Noël Cannat - « **Le pouvoir des exclus** » - Prix franco 110 F.

♦ Victor Nguyen - « **Aux origines de l'Action Française** » - Prix franco 265 F.

♦ Pierre Favier et Michel Martin-Roland - « **La décennie Mitterrand, les ruptures** » - Prix franco 152 F.

♦ Pierre Boutang - « **William Blake, manichéen et visionnaire** » - Prix franco 150 F.

♦ Georges Bernanos - « **Dialogue d'ombres - Nouvelles et premiers écrits** » - Prix franco 97 F.

Pour commander : cochez sur cette liste les ouvrages désirés et adressez-la à « **Royaliste-librairie** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, accompagné du règlement à l'ordre de « **Royaliste** ».

Olivier Mongin

Retrouver une nouvelle citoyenneté

● **Royaliste** : Pour comprendre notre société, ses rêves et ses peurs, vous allez au cinéma. Est-ce une bonne méthode ?

Olivier Mongin : Il me paraît intéressant de réfléchir sur un certain nombre de films, qui permettent de mieux comprendre ce que la sociologie la plus objective ne saisit pas toujours. Sans mépriser le savoir institutionnel, je pense qu'il ne suffit pas à rendre compte de la « chair » du social. Plus précisément, il me semble que la réflexion politique contemporaine (en dehors de celle qui est marquée par Tocqueville) ne permet pas de bien comprendre un certain nombre de changements politiques, et notamment le déficit dans la citoyenneté. Une lecture des mythologies contemporaines et un savoir objectif peuvent se renforcer l'un l'autre - telle est en tout cas mon ambition.

● **Royaliste** : Que retenez-vous de films comme « La vie est un long fleuve tranquille » ou « Le Grand bleu » ?

Olivier Mongin : Le premier film permet de s'interroger sur le consensus à la française qui marque le déclin des grandes passions idéologiques : c'est le conte d'une société qui aurait de moins en moins de divisions sociales. Mais, regardé de plus près, on voit que cette réconciliation des classes est une fiction, que le consensus des années quarante est illusoire - ce que l'on constate dans les banlieues aujourd'hui. Quant au *Grand bleu* c'est une mythologie dans laquelle se projette toute une jeunesse. A travers ce film, et à travers *Nikita*, j'ai essayé de comprendre comment la passion se vit ou ne se vit pas dans notre société. Alors qu'on nous dit que nous vivons dans un monde sans passion, *Le Grand bleu* nous montre un individu qui se désolidarise du monde et qui intériorise sa violence : indifférent à la

relation familiale, à la relation amoureuse, il vit une passion extrême qui le conduira à la mort au nom d'une indifférence aux passions quotidiennes de ce monde. Ce film, qui est généralement interprété comme un film sur la fusion avec la nature, sur les gentils dauphins, est un film qui fait plutôt écho à l'expérience de la toxicomanie. C'est l'idée qu'on peut vivre une passion autre, une passion qui ne soit pas de ce monde, en poussant jusqu'au bout l'expérience.

Dans le deuxième film de Besson, *Nikita*, la violence est au contraire extériorisée, ce qui n'est pas sans liens avec la représentation de la violence terroriste qui hante beaucoup notre imaginaire. Il y a dans ces deux films une double montée aux extrêmes, en soi ou hors de soi : la vie n'est pas un long fleuve tranquille, il y a au contraire une mise à nu de la passion, mais au nom de quoi ? Au nom d'une grande difficulté à investir les passions du quotidien.

● **Royaliste** : En même temps que cette violence, il y a la famille, les clubs de vacances, l'entreprise. Ces communautés assurent-elles une protection contre la violence ? Comment la violence circule-t-elle entre ces communautés ou à l'intérieur de celles-ci ?

Olivier Mongin : Il y a une mutation du modèle familial : ce n'est plus le modèle qui permettait d'orchestrer un monde privé et hiérarchisé de manière à bien préparer l'enfant à la vie adulte ; le rapport privé-public tend à se dénouer, la famille devient une institution molle, une auberge espagnole qui protège les individus (enfants et adultes) des passions trop privées (la drogue, qui est la hantise des Français) et d'une vie publique de plus en plus confondue avec la vie de l'entreprise. L'entreprise joue d'ailleurs du modèle familial pour se valoriser, tout en étant un lieu très

martial, très dur. La famille d'aujourd'hui est une famille égalitaire, qui n'engendre plus ses propres valeurs alors que le modèle familial est partout valorisé. Dans ces familles très mobiles en raison des divorces, c'est l'enfant qui est le personnage central. Héroïsé comme figure de l'origine il devient parfois la victime parfaite. A mon avis, la revalorisation de la vie publique passe par une revalorisation de la société adulte.

● **Royaliste** : Comment analysez-vous le succès du Front national dans la société telle que vous la décrivez ?

Olivier Mongin : Notre vie publique est de moins en moins rythmée par la politique, les figures qui président sont celles de l'homme moral et de l'entrepreneur. Il est possible (je ne le souhaite pas) que la société française soit prise dans le moule libéral qui ne connaît que deux registres symboliques - celui du marché et celui de la morale qui apaise les blessures provoquées par le marché.

Ainsi, Alain Touraine estime que notre pays est de plus en plus attiré par un modèle libéral américain, qui se constituerait aux dépens du politique - c'est à dire de notre capacité d'agir sur l'espace commun. Mais le Front national occupe remarquablement cette scène du politique, avec un discours moteur qui lui vaut un large public et qui consiste à présenter tout individu comme une victime potentielle, au lieu de la responsabiliser comme le faisait le Parti communiste de la grande époque.

Le discours du Front national est très efficace dans une société où grandit la peur de l'exclusion. Cette logique fonctionne en effet d'autant mieux que l'espace public est désinvesti et que la vie politique n'offre plus à la victime de possibilité de s'en sortir. Notre société a de plus en plus de mal à traduire en termes politiques les souffrances des individus. Le Pen bénéficie de ce climat où le politique n'est plus « porteur », mais c'est pour

éroder un peu plus encore la scène politique puisqu'il ne propose pas aux victimes une voie d'accès à la citoyenneté : il renforce au contraire l'idée que chacun est victime, le restera ou le deviendra. Mais il est très délicat de répliquer à ce discours qui apparaît comme le plus politique de tous, alors qu'il contribue à éroder la représentation du politique. On peut cependant s'interroger sur l'incapacité des hommes politiques de droite et de gauche à saisir ce phénomène et à trouver une réplique...

● **Royaliste** : Il y a tout de même une symbolique forte du pouvoir, qui est susceptible de réveiller les citoyens : pensons à l'élection présidentielle. Pourquoi donc cet incontestable déficit politique dont vous parlez ?

Olivier Mongin : Dans mon essai, je suis allé contre mon optimisme démocratique naturel en essayant de comprendre pourquoi l'espace civique est de moins en moins investi dans les sociétés démocratiques modernes. Il ne s'agit pas pour moi de regretter les grandes polémiques d'autrefois, mais de retrouver la citoyenneté virtuelle dont vous parlez.

Peut-être y a-t-il un vice propre à la société française, qui viendrait de son jacobinisme radical, de son rousseauisme fantastique, qui fait que nous avons tendance à glisser constamment de la volonté individuelle à la volonté générale : plus précisément, dans notre imaginaire jacobin, nous continuons à penser soit dans des termes strictement individualistes, soit en fonction de la volonté générale, c'est à dire l'Etat.

Or, à un moment où l'Etat devient plus discret, il y a un risque de repli individuel. C'est sans doute là l'effet d'un défaut propre à la société française, qui est le défaut de délibération. Notre société est une société peu délibérative, parce qu'elle est très

mal à l'aise avec ses médiations, ce qui fait que nous avons tendance à toujours osciller entre deux extrêmes - le tout à l'individu ou le tout à l'Etat. Aujourd'hui le tout à l'individu prend le dessus, même si la vie politique continue, même si nous ne sommes pas une société sans Etat et sans politique. Mais l'Etat a tendance à être de plus en plus démarqué par rapport à la société dans son ensemble, qui ne trouve d'autre représentation que celle que lui fournit l'imaginaire individualiste.

Notre véritable travail, c'est de réfléchir sur la valorisation des médiations, de toutes les institutions qui représentent le monde public. Ce n'est pas pour rien que l'éducation publique est toujours au centre du débat, puisque c'est l'institution centrale de la société française. Quant à la symbolique présidentielle, qui est effectivement très forte aujourd'hui, on peut l'interpréter comme un renforcement de la logique individualiste, car c'est à travers un individu que la représentation démocratique apparaît la plus forte.

Le débat le plus central concerne aujourd'hui le type de conflit qui a toujours orchestré la vie politique française, à commencer par celle des partis. La grande déficience des hommes politiques est liée au fait qu'ils ont une grande difficulté à traduire la mobilité permanente de l'opinion et la transformation en profondeur de la société française parce qu'ils n'ont aucun outil d'analyse, aucune capacité de traduction hors de la classique analyse socio-économique.

Autrefois, on exprimait cela en termes de luttes de classes, aujourd'hui les conflits sont pluriels, le conflit identitaire étant aujourd'hui aussi central que le conflit socio-économique. Comme dit Marcel Gauchet, la lutte des classes n'a pas disparu, mais nous la vivons plus sur

le plan identitaire que sur le plan socio-économique. Nous découvrons brutalement que les conflits politiques sont au centre de nos débats et que nous ne pouvons pas les traduire politiquement. La question est de savoir si nous ne devrions pas hiérarchiser nos conflits pour une période donnée. Par exemple, le débat n'est plus seulement entre libéralisme et socialisme quant à la répartition des biens marchands : il s'agit de penser un type d'organisation des biens marchands mais aussi de penser la question de la justice dans des sphères qui ne sont pas seulement marchandes.

L'expérience que nous faisons en France est peut-être plus violente que dans d'autres sociétés en raison de la rupture de l'échafaudage jacobin. Nous découvrons la pluralité des conflits, et nous constatons que les partis politiques ne parviennent pas à l'énoncer dans un langage politique.

● **Royaliste** : On annonce le « retour de l'Etat », on observe que la Jeunesse communiste recrute, on peut avoir dans l'Europe de 1993 un nationalisme très classique qui s'inspirerait d'un certain climat européen. Ne voit-on pas revenir nos problèmes et nos débats familiers ?

Olivier Mongin : Nous vivons la fin de l'enthousiasme lyrique qui nous conduisait à penser que la démocratie se réaliserait sans que des hommes y soient impliqués. Nous connaissons mal les sociétés démocratiques, et l'expérience de la liberté radicale est très lourde à supporter.

Nous retrouvons le problème de notre relation à l'histoire, et de notre identité. Et il est vrai qu'après des années d'individualisme, les problèmes surgissent enfin : la démocratie n'est pas gagnée d'avance. Il s'agit d'en assurer les fondements en tenant compte du paradoxe contemporain : nous n'avons jamais autant valorisé la démocratie (le triangle magique de la démocratie étant, selon Pierre Hassner, la souveraineté, les droits de l'homme, l'Etat de droit) alors que la démocratie souffre d'une grande vacuité sur le plan spirituel et culturel qui rend notre société si dure.

Propos recueillis par
Bertrand RENOUVIN

Ferroviaire

La bonne conscience déraile

N'en déplaise à W.C. Fields, détester les enfants et les chiens ne saurait suffire, il faut y ajouter les étudiants, et même les placer en tête de liste.

La haine des seuls étudiants est peut-être même suffisante. Je ne parle pas, évidemment, d'une haine à la flic, marquée par le sceau de l'aigreur, de l'envie, de la bassesse, mais d'une belle et saine haine, fruit d'une observation attentive de cette étrange faune. Les avez-vous jamais regardés ? Ils sont insupportables. Si vous ne partagez pas cet avis, c'est ne que vous n'avez jamais mangé dans un Resto-U. Voir bâfrer ces crasseux pseudo-cultivés, ces suffisants soi-disant conscients, et se dire que se sont là les futures élites de la nation, il n'est pas de spectacle plus répugnant. Réjouissant aussi, si vous cultivez le cynisme.

Je ne sais pas si Chris Donner a jamais mangé dans un Resto-U, mais je parierai volontiers que oui. Et pourtant, il n'hésite pas à s'embarquer dans un train affrété par l'UNEF (UNEF-ID), un syndicat étudiant donc, pour prêcher la bonne parole et exprimer sa solidarité aux étudiants roumains, via quelques haltes dans les anciens pays satellites de l'Europe de l'Est. Sa mission à lui, son excuse, c'est de tenir le journal écrit de ce qui ne saurait manquer d'être une formidable épopée. Las, ils seront bien déçus, nos étudiants syndiqués, car figurez-vous que leurs collègues est-européens préfèrent les Marlboro aux grandes idées. Le «Train de la Démocratie» patine sur les rails d'une certaine indifférence.

Le compte-rendu de ce voyage, qui, je vous le garantis, n'a rien d'initiatique, porte l'étrange titre *L'Europe mordue par un chien*. Chris Donner y manifeste une telle détestation pour la gente estudiantine que c'en est un régal. Non point un flot d'injures, mais juste quelques petites observations bien senties, avec encore un petit reste de tendresse, et la formidable niaiserie de ces repus ineptes éclate dans toute sa splendeur. A l'Est aussi d'ailleurs, les étudiants sont d'abord des étudiants.

Et puis, il y a quelques remarques, dissimulées ici ou là, avec un air de ne pas y toucher, et qui nous révèle bien des choses sur l'esprit qui règne là-bas, à côté mais encore assez loin, chez nos frères retrouvés de l'Est. Une odeur, une ambiance, qui nous fait penser que la grande Europe une et indivisible, c'est pas vraiment demain la veille. Et tant mieux, d'ailleurs. Pour une fois que des mauvaises habitudes auront d'heureuses conséquences. Enfin, il y a quand même de mauvaises habitudes, héritées de la gangue bureaucratique, qu'on préférerait voir disparaître au plus vite. On verra bien.

Allez, une lecture revigorante vous attend. Même si vous êtes étudiant, puisque vous y reconnaîtrez votre voisin. Du même auteur, laissez-vous aller aussi à lire *Les lettres de mon petit frère*, cette chronique de la famille française en vacances est irrésistible.

Patrick PIERRAN

L'Europe mordue par un chien, 220 p., prix franco 106 F. *Les lettres de mon petit frère*, 79 p., prix franco 76 F. Deux très beaux volumes édités par «L'école des loisirs».

Bilan

Un nouveau commencement

En compagnie de deux amis italiens, Edgar Morin dresse le bilan de notre fin de siècle et trace des perspectives pour le prochain.



Voici un petit livre (1) dense et clair, qui est moins destiné à clore l'histoire du siècle qu'à nous faire réfléchir sur celui-ci, et plus particulièrement sur ce que nous venons de vivre: après la grande illusion communiste, la rapide et décisive révolution antitotalitaire. Pour Edgar Morin, «le vingtième siècle moribond (...) a brisé le pseudo-avenir radieux, et le message réconfortant d'avenir est que l'avenir radieux est mort.»

Cela ne signifie pas qu'Edgar Morin soit d'un optimisme immo-déré. Il sait que le projet démocratique est encore fragile dans l'Europe libérée, et que nous ne sommes pas délivrés du fanatisme religieux, du nationalisme et du racisme. Mais plutôt que de se livrer au jeu de la lamentation et de la dénonciation des dangers, qui donne si belle prestance et si joli teint à tant d'intellectuels parisiens, Edgar Morin a invité deux amis italiens, philosophes et épistémologues, à envisager avec lui le monde de demain.

Cette conjonction nous donne un livre brillant et allègre, qui a pour premier mérite de nous permettre, en peu de pages, de prendre la mesure de

l'évolution des continents - le nôtre, mais aussi l'Amérique du Nord et l'Asie. Ce bilan politique et culturel - au sens le plus large du terme - permet aux trois auteurs de tracer des perspectives pour l'avenir proche ou lointain. Repenser et organiser l'Europe sous forme confédérative, engager une nouvelle relation à l'histoire, concevoir un rapport non-meurtrier avec la nature, concilier les diverses approches religieuses et culturelles dans une «nouvelle conscience planétaire»: telles sont les ambitions majeures qui pourraient prélever à un nouveau commencement.

On peut contester la thèse de l'épuisement du modèle de l'État-nation, reprocher aux auteurs de mettre l'écologie à toutes les sauces (écologie de l'histoire, de la pensée...) ou d'aspirer à d'improbables syncrétismes, mais c'est justement là le charme et l'intérêt de leur essai: provoquer les questions, susciter les débats, afin que nous prenions conscience des enjeux et que nous ne restions pas inertes devant les logiques qui sont à l'œuvre.

Jacques BLANGY

(1) Edgar Morin, Gianluca Bocchi, Mauro Ceruti, *Un Nouveau commencement*, Seuil, 1991. Prix franco 132 F.

IDÉES

Face au racisme, raison garder

Les événements les plus récents, qui ont embrasé une partie de nos banlieues, ont montré le caractère pernicieux de certaines dérives. Une dialectique dangereuse risque de se développer à partir de faits qui incitent aux exploitations passionnelles, voire délirantes, avec le danger d'une riposte sur le même terrain, provoquant un brouillard généralisé et une exacerbation des haines. Je prends un exemple. A la suite de la mort de Marie-Christine Baillet, cette jeune femme policier écrasée à Mantes-la-Jolie par une voiture conduite par des jeunes délinquants, le quotidien *Présent* titrait à la une: *Banlieues sauvages: ils ont tué une jeune femme gardienne de la paix. Mitterrand venait de reconnaître aux «potes» le droit de bousculer les responsables*. Une fois de plus, les bornes de la mauvaise foi sont aisément franchies avec un cynisme que ne tempère nullement l'ironie odieuse du sous-titre. Le «ils» collectif indéfini, vise à élargir la responsabilité du crime au-delà des acteurs directs. Car ceux-ci ne sont jamais que l'impression immédiate d'un sujet formidable auquel tous les maux de notre temps sont imputables. Vous avez reconnu l'immigré dans ses oeuvres et donc toute la thématique obsédante du Front national.

Il existe une mauvaise manière de contrer cette propagande qui consiste à nier les réalités sociales dont pâtissent un certain nombre de gens que l'on retrouve parmi les électeurs de Jean-Marie Le Pen. Et à jeter sur eux un discrédit moral qui finirait par les «raciser». Pour sortir de cette impasse, il n'y a pas trente six moyens. Seule une exigence de rigueur et de vérité pourra déjouer les pièges, en particulier celui d'une haine contagieuse. Comme l'écrit Pierre-André Taguieff en tête d'un ouvrage qui voudrait justement contrer le racisme avec les armes de la discussion rigoureuse: «La haine provoquée par la haine ne peut avoir qu'un usage positif: initier la prise de conscience de l'intolérable, et inciter précisément à ne pas reproduire en soi l'intolérable perçu chez l'adversaire». Il faut reconnaître que ce n'est pas toujours facile et que la tentation est grande de glisser sur le terrain de l'invective, lorsque ce n'est pas sur celui de la démagogie.

Pour revenir au fait initial qui nous a retenus, il convient de constater à quel point il est susceptible de conduire les esprits à une chaîne de fausses évidences. On part ainsi d'un fait d'une extrême violence qui révolte à juste titre. On le relie à d'autres faits de nature semblable pour établir une généralisation rapide: la France serait partout en proie aux équipées sauvages des «bandes ethniques». De proche en proche c'est bientôt tous les jeunes de l'immigration qui sont peu ou prou embarqués dans la galère des agressions et des mauvais coups. En fin de compte c'est le phénomène de l'immigration qui est désigné comme cause essentielle de nos malheurs nationaux. Les arguments frappent surtout l'imagination vite submergée par la force suggestive des événements qui en eux-mêmes ne sont d'ailleurs pas toujours inexactement rapportés. Mais la théorisation et la globalisation d'une hypothèse explicative passent par des procédures autrement rigoureuses de vérification et de construction.

L'affaire en rappelle une autre, aussi douloureuse, marquée en plus par l'infamie du viol. Françoise Comblat, militante du Front national à Avignon, avait succombé à la suite d'une ignoble agression, non sans qu'elle se soit défendue avec courage contre l'assassin qui était, sans conteste, d'origine algérienne. On comprend l'émotion de ses proches et de ses amis. Mais est-ce une raison suffisante pour

que Jean-Marie Le Pen érige ce cas singulier en archétype et reporte sur l'ensemble de l'immigration algérienne une culpabilité collective qui signifiait que tout entière elle se livre à l'innommable? «Réunis aujourd'hui, nous rendons hommage à Françoise Comblat, dont je dis qu'elle est morte martyre de l'invasion étrangère et héroïne de sa résistance pour défendre sa dignité de femme et son honneur de Française. Symbolique aussi l'assassin, un Algérien entré chez nous comme on entre sous les gouvernements socialistes, c'est-à-dire comme dans un moulin, pour venir y perpétrer des rapines et des meurtres, envahir notre pays et s'y conduire en maître, impunément.»

Il s'agit là d'une exploitation assez incroyable de la douleur humaine pour imposer une affirmation brutale qu'aucune preuve ne confirme et que tout examen un peu sérieux détruit sans appel. Non seulement, la violence sexuelle est de nos jours plus basse qu'elle n'a jamais été (sa fréquence est cinq fois moindre qu'au dix-neuvième siècle) mais s'il fallait absolument tirer des conclusions actuelles de cette violence on découvrirait que le cas le plus courant est celui du Français agresseur et du Français victime. Voilà qui n'a plus rien pour intéresser la propagande et mobiliser les fantasmes xénophobes.

Je tire cette étude de l'ouvrage dirigé par Pierre-André Taguieff qui comprend un argumentaire coordonné par Annick Duraffour avec la collaboration de Claudine Guittonneau pour répondre de façon systématique et détaillée à l'arsenal de propagande déployé par le Front national. Inutile de dire qu'il s'agit là de la forme la plus efficace de riposte parce que précisément elle argumente et ne laisse aucune affirmation sans réponse. De plus, elle a le mérite de prendre à bras le corps un certain nombre de problèmes réels qu'un antiracisme bien pensant et un peu archaïque aura tendance à refouler, alors que l'extrémisme de droite se nourrit de leur exploitation. Taguieff écrit fort justement: «La grande ruse de Le Pen, c'est d'avoir conduit ses adversaires à nier les problèmes de société que son discours démagogique exploite». Le Front national exerce en ce sens une fonction tribunitienne jadis dévolue au Parti communiste. «Et le discours lepenien de propagande n'a inventé ni la crise (ou le recul de l'Etat à la française, jacobin, fort, égalitaire, assimilateur, laïque, etc.), ni la coupure entre les élites européennes («cosmopolites») et le «peuple», illustration de l'émergence d'une société duale (la construction européenne montre bien le clivage: la révolte des agriculteurs en témoigne), ni la formation des ghettos ethniques ou pluriethniques, processus de ségrégation à la fois géographique, économique et culturelle mais à visage d'insécurité (sentiment essentiellement alimenté par la petite délinquance urbaine). J'ajouterais que Le Pen n'a pas inventé l'urbanisme aberrant de nos banlieues. Il y a donc un vaste chantier à explorer, une tâche civique considérable à poursuivre si l'on veut bien court-circuiter les causes des mécanismes d'exclusion. Loin des imprécations ou des tentatives illusoire du spectacle politique, il convient d'inventer une stratégie adaptée qui tienne compte des acquis du savoir.

Gérard LECLERC

Sous la direction de Pierre-André Taguieff, *Face au racisme*, 2 tomes, La Découverte/essais.

Gérard Leclerc.



Aidez nous, en vous abonnant !

Le tsar libérateur

De fait, il est étonnant de constater que, par delà les différences d'époque, de société et de régime politique, les problèmes auxquels la Russie fut confrontée au milieu du XIX^{ème} siècle sont, pour une part non négligeable, identiques à ceux du monde soviétique d'aujourd'hui. Lors de son accession au trône de Russie, Alexandre se trouva en face de trois difficultés majeures : le retard économique du pays, la survivance du servage et l'absence de libertés fondamentales.

Triple défi, donc, que l'empereur parviendra à relever tout en maintenant la Russie au niveau d'une grande puissance européenne. Grâce à une volonté tenace, les réformes se succédèrent à un rythme soutenu : libération des serfs, suppression des punitions corporelles, introduction d'un système de démocratie locale à la campagne et dans les villes (2). Une réforme complète de l'enseignement

Est-ce vraiment le hasard ? La biographie rédigée par Henri Troyat sur Alexandre II de Russie (1818-1881) surprend par l'actualité de son propos⁽¹⁾.

et de la justice, une aide considérable au développement économique et aux voies de communication.

Si le tsar accepta de libéraliser la vie de ses sujets à la base, il refusa par contre toute atteinte à ses prérogatives de souverain autocrate dont il s'estimait responsable devant ses aïeux. Il faudra la multiplication d'attentats (manqués) contre sa personne, la folle dérive nihiliste de certains esprits à partir des années 1860 pour qu'il se décide à préparer la constitutionnalisation du régime.

Pourtant, avec une logique dramatique, son assassinat en 1881 stoppera cette évolution et hâtera le retour à l'autocratie et à la réaction, dont l'aboutissement final sera la catastrophe de 1917.

Ces quelques « points de repère » évoqués ne reflètent que certains as-



pects de l'ouvrage. Personnalité de l'empereur, famille impériale, politique étrangère (aux échecs nombreux), montée du nihilisme, explosion artistique : autant de sujets sur lesquels l'auteur porte un jugement solide.

Le dernier roman de Henri Troyat paru cette année (3), racontait la difficile insertion d'un enfant d'émigrés russes dans la société française des années 1920 (discrète allusion au problème si actuel de l'intégration des immigrés ?). Son *Alexandre II* pousse à s'interroger sur l'avenir du monde russe et à se poser la question de savoir s'il faut désespérer ou non de la Russie.

Marc DESAUBLIAUX

- (1) Henri Troyat, *Alexandre II, Le Tsar libérateur* - Editions Flammarion - Prix franco 128 F.
(2) - Dans son livre *Comment réaménager notre Russie ?* (Fayard, 1990), Alexandre Soljenitsyne semble s'être largement inspiré de cette réforme pour ses propositions sur l'instauration d'une démocratie en Russie.
(3) - Henri Troyat, *Aliocha*, roman, Flammarion, 1991.

Histoire de persécutés

Puisque la Russie retrouve l'Europe, il importe de découvrir son histoire. Léon Poliakov vient d'y apporter une importante contribution.

Il y avait les Adamantes qui avaient la phobie de l'aigle impérial, sceau de l'antéchrist, l'aristovchtina qui refusaient de prier pour le Tsar et pour les morts, et les errants qui s'enfuyaient dans les déserts ; il y a les Pomortsy qui sont des sans-prêtres modérés et des Théodosiens qui sont des sans-prêtres radicaux, mais surtout la Hiérarchie de Biélaïa Krinitza qui est prétrisant. Et encore tant d'autres confréries qui sont des rameaux de la Vieille-Foi...

Le schisme des Vieux-Croyants (1) est une des singularités d'une histoire russe « singulière en tous points » comme l'écrit Léon Poliakov - grand connaisseur de l'histoire européenne et tout particulièrement de l'histoire de la persécution. Gardons-nous de conclure, au vu de quelques mots inconnus et de comportements bizarres, que les Vieux-Croyants sont des marginaux : ils appartiennent pleinement à l'histoire russe ne serait-ce que par leur nombre (vingt millions en 1914), à la littérature

russe puisque Dostoïevski a donné le nom de Raskolnikov à l'un des personnages de Crime et Châtiment, et aussi à l'histoire de la persécution.

Apparu en 1666 le « raskol » (le schisme) fut provoqué par des réformes mineures dans le rite orthodoxe et surtout par le refus des mœurs venues de l'étranger : est pur ce qui est russe, est impur ce qui est « latin » - dans le rite comme dans la nourriture.

Ces intégristes avant la lettre furent évidemment persécutés par la théocratie impériale, puis par le tsarisme rouge qui se réclamait d'une tout autre orthodoxie, et ce n'est qu'avec la perestroïka que les Vieux-

Croyants purent respirer librement tout en conservant leur traditionnelle discrétion. Léon Poliakov étudie cette histoire avec la science qu'on lui connaît, exposant les causes du conflit, les comportements des diverses confréries, le rôle politique économique, culturel et religieux que la Vieille-Foi a joué de siècle en siècle. Reste à savoir si elle continuera de marquer la Russie libérée du communisme de son empreinte.

Sylvie FERNOY

- (1) Léon Poliakov, *L'Épopée des Vieux-Croyants*, Perrin, 1991. Préface de P. Chaunu, postface du professeur E.I. Pronine. Prix franco 145 F.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 19 juin** - Pendant vingt ans Victor NGUYEN a travaillé à son livre « *Aux origines de l'Action Française* ». Sa mort est survenue ne nous laissant qu'un manuscrit gigantesque mais inachevé qui aurait sans doute été perdu si Pierre CHAUNU n'avait pris à cœur de le faire publier. C'est donc tout naturellement à lui que nous avons demandé de présenter l'ouvrage de Victor NGUYEN, vaste et érudit panorama de la vie intellectuelle à l'aube du XX^{ème} siècle.

● **Mercredi 26 juin** - Dernière séance du trimestre - Sujet à préciser.

SOUSCRIPTION

Un de nos lecteurs nous avait suggéré récemment (voir *Royaliste* 559) de lancer une souscription pour le vingtième anniversaire de notre mouvement. Nous publions ci-dessous une deuxième liste de personnes ayant répondu à cet appel et nous les remercions. Bien entendu cette souscription continue pendant les vacances, période qui est toujours difficile pour nous sur le plan financier. Envoyez-nous votre participation en précisant : « pour la souscription ».

F. Rynski d'Argence 50 F - Sylvain Bianchi 100 F - M. Carlos 465 F - Philippe Clavel 30 F - Michel Cusin 600 F - B. Deladrière 210 F - Armelle Fincato 40 F - L.G. (Rouen) 237 F - François Guerry 70 F - Pierre Ollin 300 F - Jean Petipas 350 F - Anonyme Bayeux 50 F - M. Ribeaud 1000 F - J.P. Richez 10 F - V. R.-M. 110 F - Hubert Rousseau 450 F - A. Sinay 200 F - Joël Jim Sevellec 156 F - Raphael Souchier 60 F - Mahadi Telhine 200 F.

Total de cette liste : 4688 F

Total général : 10.104 F

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « *Avec le comte de Paris, couronner la démocratie* ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « *Des Bastilles restent à prendre* ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles): 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

Lire « Royaliste » c'est bien...
... s'y abonner c'est mieux !
Votre abonnement nous aidera à développer notre action

Écrivez-moi des cartes postales ...

Comme tous les ans, « *Royaliste* » va suspendre sa parution pendant les mois d'été pour ne la reprendre qu'au mois de septembre. Comme tous les ans également, nous allons publier un numéro « *spécial vacances* » de seize pages qui paraîtra le 1^{er} juillet. Ce numéro spécialement conçu pour présenter nos idées à ceux qui ne connaissent pas encore notre mouvement, sera largement diffusé dans les kiosques, en particulier dans tous les endroits de villégiature. Mais outre cette mise en kiosque, nous comptons particulièrement sur nos lecteurs pour distribuer ce numéro abondamment autour d'eux.

Pour cela nous vous offrons deux possibilités : soit vous achetez un certain nombre d'exemplaires en profitant du tarif spécial dégressif (5 ex. : 50 F - 10 ex. : 80 F - 20 ex. : 120 F) et vous vous chargez de leur expédition ; soit vous nous fournissez la liste des personnes auxquelles vous voudriez voir envoyer ce numéro en y joignant le montant des frais (10 F par personne).

Dans un autre ordre d'idées, mais puisque nous parlons de *devoirs de vacances*, je voudrais ici lancer un appel auprès de nos lecteurs pour enrichir la collection de photos qui sert à illustrer « *Royaliste* ». Nous sommes preneurs de toute photo typique (monument, paysage caractéristique, scène de rue) sur le pays de vos vacances. Et même si vous n'êtes pas photographe, pourquoi ne pas m'expédier une carte postale du même genre ? D'abord cela me fera plaisir de voir que vous avez pensé à nous et ensuite cela nous sera utile ...

Merci d'avance.

Yvan AUMONT

Pour vous informer plus complètement sur la Nouvelle Action Royaliste n'hésitez pas à remplir la demande ci-dessous

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Pour sauver la politique

Comme beaucoup d'autres, nous avons souvent critiqué la classe politique ces dernières années. Maintenant qu'elle est persuadée de ses erreurs et de ses insuffisances, il serait dangereux qu'elle se complaise dans l'examen morose de sa crise ou qu'elle choisisse de s'étourdir au petit jeu des scandales comme l'y incite Philippe de Villiers. Aux plaintifs de tous les partis, aux pères nobles de la comédie médiatique, nous disons qu'il faut faire très vite preuve d'une authentique vertu, et non d'une humilité résignée ou d'un moralisme hypocrite, pour que la politique soit sauvée.

Sauver la politique en tant que telle, c'est lui rendre sa définition première de réflexion, de débat, d'action menés par les citoyens dans le souci du bien commun. « Faire » de la politique, que l'on soit de droite ou de gauche, c'est se montrer digne de ce souci, et c'est répondre devant les citoyens des projets qu'on a formés avec eux et pour eux. Cela va sans dire ? Tant mieux.

Sauver la politique, c'est rendre à la parole de ses responsables son autorité propre et sa signification, alors qu'elle est aujourd'hui noyée dans le flux de la « communication ». C'est préserver l'autonomie du souci politique par rapport aux méthodes de gestion, et restaurer la liberté de la réflexion et du débat démocratique par rapport aux techniques qui le pervertissent et l'annulent.

LIBÉRATIONS

Facile à dire ? Oui. Mais moins difficile à faire qu'on ne le croit. Malgré les apparences, le moment est venu pour les responsables politiques de reconquérir l'autorité qu'ils ont perdue (leur capacité à donner du sens à l'aventure collective) et de retrouver leur pleine légitimité démocratique. Sur quoi faire porter l'effort libérateur ?

- Il faut s'affranchir de la logique des médias, notamment celle de l'information télévisée. Pourquoi ? Parce que le système médiatique obéit à une logique marchande qui n'a rien à voir avec l'expression de la (ou d'une) vérité : le réel et l'irréel, le vrai et le faux ne sont montrés que s'ils peuvent être captés, mis en images et vendus sur le marché. Les événements de Roumanie et la guerre du Golfe ont prouvé que le système de communication fonctionnait au mépris de l'information, sans information, ou par pure et simple fabrication de l'information. Dès lors, les présentateurs-vedettes ne sont plus en droit (s'ils l'ont jamais été) de jouer aux juges indépendants, voire aux justiciers, détenteurs de la vérité des « faits ». Il suffirait que la classe politique s'en avise pour retrouver sa liberté de parole et pour regagner un crédit aujourd'hui confisqué par des gens qui régissent le débat public sans mandat ni contrôle. Toutes les analyses et tous les arguments nécessaires sont immédiatement disponibles : il suffit d'un peu de temps et d'un peu de courage pour engager le combat contre une des formes modernes de l'imposture.

- Il faut renoncer aux illusions de la « communication », qu'il s'agisse des sociétés de « conseils » en ce domaine ou des artifices de la publicité. Point n'est besoin de Jacques Séguéla pour inventer le slogan « La France unie », les militants politiques sont là pour ça, ils ne le font pas plus mal et le coût de la propagande politique peut reprendre des proportions raisonnables. L'expérience malheureuse de Jacques Chirac, qui fit en 1988 la meilleure campagne d'affiches et la plus massive, devrait faire en outre faire réfléchir sur l'efficacité de ce type de « promotion ».

Il faut lutter contre la dictature des sondages, sans hésiter à dénoncer les méthodes des instituts spécialisés et les habiletés dialectiques de leurs politologues appointés. Dans un

ouvrage qui devrait devenir la référence de tous les responsables politiques (1), Patrick Champagne a établi que les sondages reposaient sur une fausse science et sur une conception réductrice de l'opinion publique, et qu'ils donnaient une image déformée, manipulée, voire fabriquée de celle-ci. Comme cette pratique modifie l'expression du suffrage universel avant les consultations électorales pour le remettre constamment en cause après le scrutin, comme cette pratique est largement responsable de la banalisation des débats politiques, elle constitue une menace sérieuse pour la démocratie qui doit être soulignée et combattue.

VOLONTÉ

Il ne s'agit pas d'instituer la censure à la télévision, ni d'interdire les sondages, mais de dénier publiquement toute valeur aux techniques évoquées et toute légitimité à ceux qui, journalistes ou politologues, voudraient imposer leurs critères et leurs règles dans le jeu politique. Dès que cette reconquête de la liberté de parole et de l'autonomie politique aura commencé, le dialogue civique retrouvera clarté et vigueur. Que, dans le même temps, chaque parti engage une réflexion critique sur sa tradition de pensée, que le dialogue soit complètement renoué avec les intellectuels et les chercheurs, et nous pourrions envisager la définition de nouveaux projets pour notre pays.

Qui le premier, parmi les responsables politiques, aura le courage de dénoncer les impostures médiatiques et les manipulations sondagières afin que soient défendues et restaurées les conditions mêmes de la démocratie ?

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Editions de Minuit, 1990. Prix franco 150 F.